



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie	2
2.1 Génie énergétique.....	2
2.2 Gestion des bâtiments.....	3
3. Infrastructures publiques et réseaux	4
3.1 Patrimoine de voirie.....	4
3.2 Eau et assainissement	4
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales.....	9
4. Ingénierie écologique.....	9
4.1 Nature et paysage urbain	9
4.2 Environnement	10
4.3 Déchets et propreté.....	12
5. Transversal Services Techniques Territoriaux	13

1. AGENDA

L'achat public d'énergie : connaître les règles de mise en concurrence des fournisseurs
17 avril 2014, Montpellier (INSET Montpellier)

Journée technique Eaux pluviales : enjeux - solutions techniques et environnementales - nouvelles compétences
16 mai 2014, Montpellier - (INSET Montpellier / AITF)

Journée d'actualité « La mise aux normes des déchèteries »
20 mai 2014 Montpellier - (INSET Montpellier)

Les agendas d'accessibilité programmée (AdAP), le design et la conception universelle au service de l'accessibilité
24 juin 2014, Montpellier – (INSET Montpellier / Ecole de Design Nantes)

Les collectivités face à leurs responsabilités écologiques : voir les services éco systémiques comme des leviers pour les territoires urbains
26 juin 2014, Lyon – (INSET Montpellier / CEREMA)

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Génie énergétique

Procédés de méthanisation et gestion des risques industriels : retour d'expérience en France et en Allemagne / WEINBERGER Benno, EVANNO Sébastien

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 62-73

L'INERIS (Institut national de l'environnement industriel et des risques) a réalisé en 2012 pour la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie une analyse du retour d'expérience spécifique aux accidents relatifs aux procédés de méthanisation afin de pouvoir l'exploiter ensuite dans l'identification des principaux scénarios accidentels.

Chaleur. Profiter de toutes les ressources locales / CONNORS ANNE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1725, 03/2014, p. 47-53

Pour alimenter une chaufferie ou un réseau de chaleur, plusieurs sources d'énergie renouvelable sont envisageables : bois-énergie, biomasse, déchets, géothermie...

Chambéry (Savoie) - La longue transition d'un réseau de chaleur / GARRIGUES ARNAUD

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2212, 10/03/2014, p. 36-37

En dix ans, la ville de Chambéry a réussi à se passer d'une grande part des énergies fossiles qu'elle utilisait pour alimenter son réseau de chaleur. Elle a diversifié son mix énergétique en privilégiant les énergies renouvelables et de récupération. Elle s'investit également dans la promotion de ce mode de chauffage collectif.

Maîtriser les dépenses énergétiques grâce au miscanthus / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 876, 05/03/2014, p. 10-11

Horticulteurs à Saint-Bardoux, dans la Drôme, Gérard Deroux et son fils Grégory misent sur le chauffage au miscanthus pour continuer de maîtriser les dépenses énergétiques. Leur projet est lancé : deux hectares de pleine terre ont déjà été plantés pour chauffer en partie la serre de multiplication.

Précarité énergétique, factures d'eau : la procédure des impayés modifiée / Marcangelo-Leos Philie

Localtis.info, 03/03/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266729209&cid=1250266725997>

Alors que la "trêve hivernale" prendra fin d'ici quelques jours, un décret - pris en application de la loi Brottes - vient modifier le cadre juridique applicable aux impayés d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau

Installation géothermique intégrée aux fondations / ROGNON CEDRIC

CAHIERS TECHNIQUES DU BATIMENT (LES), n° 331, 03/2014, p. 39-40

Enfouis à 1,5 mètres de profondeur, les 60 mètres linéaires de fondations de cet Ehpad sont utilisés comme puits canadien assurant préchauffage ou refroidissement géothermique de la centrale de traitement d'air double flux.

Ecoconditionnalité : un premier pas vers l'efficacité / TUBIANA FABIAN

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1725, 03/2014, p. 32-33

Grâce à la mobilisation des acteurs tant publics que privés, ce sont quelques 18 000 artisans qualifiés RGE qui devraient répondre présents au rendez-vous de l'écoconditionnalité en juillet prochain.

Chaleur. Profiter de toutes les ressources locales / CONNORS ANNE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1725, 03/2014, p. 47-53

Pour alimenter une chaufferie ou un réseau de chaleur, plusieurs sources d'énergie renouvelable sont envisageables : bois-énergie, biomasse, déchets, géothermie...

Bâtiment : efficacité active, mode d'emploi / DESCAMPS OLIVIER

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 17, 03/2014, p. 31-37

Sous l'impulsion de la nouvelle réglementation thermique, les bâtiments neufs sont appelés à devenir de plus en plus intelligents. L'instrumentation et le déploiement d'automatismes génèrent des économies d'énergie en éliminant les dysfonctionnements. Dans l'ancien, l'approche est plus complexe. Les innovations technologiques ne font pas de miracles et ne se justifient qu'avec parcimonie. Gare à ne pas négliger la capacité des utilisateurs à être eux-mêmes acteurs de l'efficacité énergétique.

Agir pour le développement durable / CHEVALIER FRANCK

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 3/4, 04/2014, p. 15

Dans le cadre du changement climatique, le soutien d'AGIR est accordé aux communes portant des projets exemplaires, innovants et durables. Il s'agit d'un accompagnement technique et financier créé par la région PACA.

Énergie : le bois pour le chauffage, mais pas que... / TRICOT Henri

Maires de France, n° 311, 03/2014, p. 62-63

Utilisé de plus en plus pour le chauffage, le bois permet aussi la production de chaleur et/ou d'électricité.

2.2 Gestion des bâtiments

Les lieux de mémoire se rénovent / MIGUET LAURENT

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5755, 14/03/2014, p. 38-42

1914-2014 : les monuments nationaux et leurs abords se renouvellent en vue de célébrer le centenaire de la Grande Guerre. Ces projets viennent conforter le dossier de candidature de quatre-vingts sites mémoriels à l'Unesco.

Désordres de construction : le dossier se gagne à l'expertise / CAILLET GILLES, MIALOT CAMILLE

LETTRE DU CADRE (LA), n° 03/2014, 12/2013, p.56-58

Lorsque la collectivité se tourne vers les tribunaux pour régler un contentieux avec un constructeur, elle aura tout à gagner à demander auparavant une expertise bien menée. Le juge pourra alors appuyer sur les conclusions de l'expert pour trancher et chiffrer l'indemnisation.

Accessibilité et handicaps mentaux, psychiques ou cognitifs : quels besoins? / SABY LAURENT, CIMALA Eric

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 16-18

Les besoins des personnes ayant un handicap mental, psychique ou cognitif sont encore insuffisamment pris en compte dans l'espace public, les transports ou le cadre bâti, malgré la loi de 2005. Une injustice à déplorer à double titre, tant ces handicaps sont répandus et les difficultés que ces personnes rencontrent peuvent être vécues par tout un chacun.

Accessibilité, le grand report / SIMIAR MARC

GEOMETRE, n° 2112, 03/2014, p. 14-15

Trois, six, neuf... Presque un bail commercial ! Ce sont pourtant les trois échéances de report qui vont se mettre en place pour l'application des normes d'accessibilité initialement prévues pour janvier 2015.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Les réseaux enterrés et leur intégration dans la ville / MILLARD Philippe, PASCAL Olivier

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 18-19

La réglementation pour la prévention des dommages aux réseaux et les obligations d'inventaire du patrimoine font ressortir les enjeux de qualité et de maîtrise des risques, et de planification urbaine. Ces thèmes ont été abordés lors du colloque organisé par délégation régionale Île-de-France de Canalisateurs de France et la section Île-de-France de l'ASTEE le 11 octobre 2013, avec le soutien de la Fédération régionale des travaux publics (FRTP) Île-de-France. Les objectifs étaient d'identifier, pour les acteurs de l'urbanisme francilien (administrations, maîtres d'ouvrage, opérateurs de réseaux, entreprises) les enjeux en matière de durabilité des patrimoines « réseaux » : prévention des risques d'endommagement et dispositions visant à la pérennité des ouvrages.

Aménagement, signalisation, stationnement... : les mesures du plan « mobilités actives » décortiquées

Lagazettedescommunes.com, 10/03/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/224045/changement-de-braquet/>

Attendu depuis la mise en place, en juin dernier, d'un comité de pilotage ad-hoc, le plan d'actions pour les mobilités actives (Pama) a été dévoilé le 5 mars par le ministre des Transports Frédéric Cuvillier. Il prévoit 25 mesures « à mettre en œuvre dès 2014 », qui ont notamment des impacts sur les codes de la route et de la voirie routière.

Une charte angevine remet de l'ordre dans le mobilier urbain / VILLE FREDERIC

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 36

Pour assurer une cohérence dans ses choix de mobilier urbain entre les différents aménagements et décideurs publics ou privés locaux, Angers a adopté une charte.

Agendas d'accessibilité programmée : attentes divergentes entre acteurs publics locaux et associatifs

Lagazettedescommunes.com, 06/03/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/224415/agendas-daccessibilite-programmee-attentes-divergentes-entre-acteurs-publics-locaux-et-associatifs/>

Les différents acteurs, publics et associatifs, concernés par l'annonce des agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP) réagissent entre grande déception, pour les associations représentant les handicapés, et l'approbation, pour les associations d'élus locaux. L'unanimité est de mise, en revanche, pour saluer la méthode de concertation adoptée par le gouvernement.

3.2 Eau et assainissement

Inventaire des réseaux d'eau : pourquoi ça patine ? / COUDURIER NOELIE

TECHNI.CITES, n° 266, 23/03/2014, p. 12-13

http://www.territorial.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/22816/TPL_CODE/TPL_REVUE_ART_FICHE/PAG_TITLE/Inventaire+des+re%27eau+%3A+pourquoi+%E7a+patine+%3F/48-technicites.htm

La loi Grenelle 2 a instauré par le décret du 27 janvier 2012, un taux maximal de fuites sur les réseaux d'eau potable. Ce décret demandait aux services d'eau et d'assainissement d'établir un descriptif détaillé de leurs réseaux avant le 31 décembre 2013. Mais l'arrêté précisant le contenu de ce descriptif n'est paru que le 19 décembre dernier !

www.services.eaufrance.fr

Camargue gardoise : limiter l'impact des crues en accélérant le ressuyage / GRAINDORGE JOEL

TECHNI.CITES, n° 266, 23/03/2014, p. 37

La région de Camargue gardoise est régulièrement envahie par les eaux avec un temps de ressuyage pouvant atteindre deux mois. Un programme de travaux important a donc été engagé pour réduire ces impacts.

Réseaux d'eau potable : 60 millions de consommateurs relance la chasse aux fuites / BOEDEC Morgan
Localtis.info, 20/03/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266818202&cid=1250266816596>

Une enquête rendue publique le 20 mars par 60 millions de consommateurs alerte sur les piètres rendements et fuites d'eau détectées mais délicates à régler dans de nombreux réseaux d'eau potable. Selon l'association, un litre d'eau potable sur cinq est perdu lors de sa distribution.

Aux usées : à Colombes le SIAAP optimise ses automatismes / CARROY Chrystelle

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 6-8

Après avoir doté l'usine d'épuration Seine centre d'un système de contrôle-commande plus flexible et plus réactif, le syndicat d'assainissement francilien affine la conduite de ses ouvrages, avec en projet, une plus grande rationalisation des alarmes liées au process.

Correspondant solidarité : « créer les conditions d'un engagement réciproque » / LACOURCELLE Céline, JOSEPH Isabelle

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 10-11

Isabelle Joseph aide les abonnés en difficulté de la Société d'économie mixte des eaux d'Angoulême (SEMEA) à s'acquitter de leur facture d'eau. Au quotidien, elle les conseille dans leur consommation, les oriente vers des organismes sociaux.

<http://new.eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013L0039&rid=1>

SecurEau : sécurité et décontamination d'un réseau d'eau potable / FASS Sylvain, BLOCK Jean-Claude

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 23-24

La Commission européenne a retenu le projet SecurEau [Security and decontamination of drinking water distribution systems following a deliberate contamination] visant à restaurer rapidement et en toute sécurité la fonctionnalité des réseaux de distribution d'eau après leur contamination malveillante par des contaminants chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires (CBRNI), et par extension toutes contaminations accidentelles. L'objectif était de donner aux autorités et aux opérateurs des outils et des procédures permettant de gérer la situation de crise générée par la contamination du système (selon les trois phases définies par la future norme ISO 118301).

Évaluation de l'aléa débordement du système d'assainissement : application sur le territoire de la communauté urbaine de Bordeaux / GRANGER Damien, SOURDRIL A., CHERQUI Frédéric, ROUSSEAU Jean-Patrick, DARRIBERE Céline, GARCIA-ALCUBILLA Roberto, PAILLOU P., LOUBIÈRE Bernard, LE GAUFFRE Pascal

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 38-48

Les débordements liés à un dysfonctionnement du réseau d'assainissement peuvent être de causes multiples : bouchage par les feuilles ou les racines, encrassement, graisses, gravats, ciments, etc. Cet article propose une méthode de valorisation des données d'exploitation pour établir une image de l'aléa débordement et ainsi connaître les zones à problèmes. La méthode proposée vise également à identifier les causes des débordements en distinguant les différents ouvrages du réseau (branchements, collecteurs et avaloirs).

Une instruction précise les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation pour le droit à l'accès à l'eau

ACTUALITES SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2851, 14/03/2014, p. 50

Une instruction définit les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation prévue par la loi « Brottes » du 15 avril 2013 pour favoriser l'accès à l'eau et instaurer une tarification sociale de l'eau (1). Elle précise notamment le champ d'application et le calendrier de l'expérimentation, ainsi que la procédure à suivre par les collectivités locales volontaires pour y participer. L'expérimentation doit permettre aux services d'eau de définir, de mettre en œuvre et d'évaluer des solutions adaptées à leur contexte local afin de rendre effectif, sur leur territoire, le droit à l'eau potable des personnes physiques, explique l'instruction. A l'issue de l'expérimentation, le bilan des mesures mises en place doit permettre de dégager des solutions généralisables à l'ensemble des communes et de leurs groupements compétents en matière d'eau potable et d'assainissement.

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2014/03/cir_38027.pdf

Milieux aquatiques : les normes de qualité environnementale : de leur construction à leur mise en œuvre / LE FUR Solène

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 12-14

Des normes de qualité environnementale sont associées à chaque substance identifiée comme prioritaire par la directive cadre européenne sur l'eau et les directives modifiant cette liste dont la directive 2013/39/UE d'août 2013. Ces valeurs clés requièrent une attention particulière de la part des gestionnaires des milieux aquatiques.

Étude de la durabilité des travaux de réhabilitation des canalisations d'assainissement non visitables en Seine-Saint-Denis / ZAETTA Céline, BROWNE Olivier

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 51-61

La gestion patrimoniale de tous types de réseaux urbains repose sur une politique de réhabilitation cohérente fondée sur une analyse de la pathologie des ouvrages et des équipements. Dans le domaine de l'assainissement, la direction de l'eau et de l'assainissement (DEA) du conseil général de Seine Saint-Denis cherche à évaluer la pérennité des travaux de réhabilitation des collecteurs visitables et non visitables. Une première étude commencée en 2010 porte sur les ouvrages visitables réhabilités par des techniques lourdes. La présente étude complète le travail en cours sur les réseaux visitables en analysant la durabilité des travaux de réhabilitation des canalisations non visitables : les résultats de l'analyse sont collectés par des inspections télévisées des canalisations réhabilitées pour développer la connaissance sur la durabilité des réhabilitations en fonction des différents paramètres tels que les techniques employées, les ouvrages concernés et l'environnement.

Risques environnementaux liés à la réutilisation des eaux grises pour l'irrigation des espaces verts urbains / DAVID Pierre-Luc, BULTEAU Gaëlle, HUMEAU Philippe, GERENTE C., ANDRES Y.

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 75-83

Les eaux grises (issues des douches, baignoires, lavabos et lave-linge) représentent entre 50 à 80 % des eaux usées domestiques produites chaque jour. Cette ressource permet de réduire la consommation d'eau potable pour des usages extérieurs. Cette étude vise à caractériser les risques environnementaux liés à la réutilisation des eaux grises, en particulier pour l'irrigation d'espaces verts urbains.

Tarification sociale de l'eau : l'instruction est en ligne

Localtis.info, 12/03/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266779382&cid=1250266772993>

Structure tarifaire, "chèque eau", écrêtement de la facture en fonction des revenus du foyer, tels sont les principaux outils à la disposition des collectivités volontaires pour participer à l'expérimentation sur la tarification sociale de l'eau. Une instruction interministérielle, publiée le 11 mars, détaille la marche à suivre.

L'accessibilité des tarifs ne doit pas mettre en danger l'équilibre des services d'eau » – Jean Launay, président du Comité national de l'eau / NEDEY

Lagazettedescommunes.com, 12/03/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/224971/laccessibilite-des-tarifs-ne-doit-pas-mettre-en-danger-lequilibre-des-services-deau-jean-launay-president-du-comite-national-de-leau/>

Alors qu'une instruction gouvernementale en date du 4 mars 2014 a ouvert la voie à l'expérimentation de la tarification sociale pour l'eau et l'assainissement, Jean Launay qui est à la fois président du Comité national de l'eau, vice-président du Cercle français de l'eau et député du lot, revient pour La Gazette des communes sur les enjeux de la tarification sociale de l'eau. Il souligne notamment que cette avancée permettant d'offrir un accès à l'eau pour tous ne devra pas se faire au détriment de l'équilibre économique des services d'eau et d'assainissement.

Inventaire des réseaux d'eau et d'assainissement

Association des maîtres de France, 12/03/2014

http://www.amf.asso.fr/document/index.asp?doc_n_id=12538

Ce document, à la rédaction duquel l'AMF a contribué, rappelle aux élus la réglementation applicable depuis janvier 2014 concernant l'obligation d'un inventaire des réseaux d'eau

Création de la mission "eau" au Cerema - 11/03/2014

<http://www.cerema.fr/creation-de-la-mission-eau-au-a200.html> -

Positionnée auprès de la Direction technique Eau, mer et fleuves, la mission "eau" a vu le jour le 1er janvier 2014, tout comme le Cerema. Une mission dont le maître mot est la transversalité. L'objectif consiste à faire en sorte que, grâce aux compétences existantes ou en devenir au sein du Cerema, grâce aussi aux partenariats, notamment avec d'autres établissements publics concernés par le domaine de l'eau, le Cerema réponde au mieux aux besoins de ses clients.

L'eau et la ville : je t'aime moi non plus / LENSEL BERNARD, MORANDEAU Vincent

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 27-32

Les villes, lieux d'échange par excellence, se sont souvent construites avec l'eau, avec toutes les activités que cela induit, que ce soit en situation côtière, dans les plaines fluviales ou dans des reliefs plus marqués. Mais les relations entre les villes et l'eau n'ont pas toujours été simples, oscillant entre considération et négation.

Hyères : restaurer les ressources en eau / GRAINDORGE JOEL

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 35

La ville de Hyères a élaboré avec la Lyonnaise des eaux, son délégataire, un programme de réhabilitation des nappes d'eau souterraines soumises à l'intrusion d'eau salée. Il repose sur la technologie de l'infiltration.

Un particulier peut disposer d'une alimentation en eau potable assurée par un forage / MUNSCH JOEL

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 48-49

La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques n'instaure pas un droit d'accès au réseau public d'eau potable mais un droit à l'eau qui s'exerce « dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, [...] dans des conditions économiquement acceptables par tous » (Code de l'environnement, article L.210-1). Un forage réalisé à des fins d'usage domestique doit faire l'objet d'une déclaration.

Bataille de l'eau »: la justice valide l'aide des Landes aux communes qui gèrent en régie publique / AFP

Lagazettedescommunes.com, 07/03/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/224469/bataille-de-leau-la-justice-valide-laide-des-landes-aux-communes-qui-gerent-en-regie-publique/>

La justice a donné raison au département des Landes, dans le bras de fer juridique qui l'oppose depuis des années aux professionnels de l'eau, en validant son droit de favoriser par ses aides les communes gérant l'eau en régie publique, a-t-on appris mercredi 5 mars auprès des parties.

Dernière phase de la consultation sur la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation / LENORMAN Anne

Localtis.info, 06/03/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266751810&cid=1250266749943>

Philippe Martin, ministre de l'Écologie, a lancé la dernière phase de la consultation de la "stratégie nationale de gestion des risques d'inondation" en demandant la saisine du Conseil national de l'eau, du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs et du Conseil national de la mer et des littoraux, a annoncé le ministère ce 6 mars.

Coup d'envoi de l'expérimentation pour un tarif social de l'eau / LENORMAND Anne

Localtis.info, 05/03/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250266744058&cid=1250266741619>

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, Philippe Martin, ministre de l'Écologie, Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique, et Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée à la Décentralisation, ont annoncé ce 5 mars avoir signé l'instruction du gouvernement pour une expérimentation visant à "favoriser l'accès à l'eau et à mettre en œuvre une tarification sociale de l'eau". L'instruction définit la procédure à suivre par les collectivités locales volontaires pour cette expérimentation prévue par la loi Brottes sur l'énergie du 15 avril 2013.

Articulation entre la DCE et la DCSMM / MENGUY B.

Lagazettesdescommunes.com, 05/03/2014

<http://www.lagazettesdescommunes.com/223765/articulation-entre-la-dce-et-la-dcsmm/>

Le Gouvernement, par le biais d'une instruction, précise les modalités d'articulation dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE) et la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM), tant en termes de gouvernance que de contenu.

Vers des stations d'épuration moins gourmandes / REY BRAHMI PAULINE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1725, 03/2014, p. 11

L'Ademe estime que 20% des émissions de gaz à effet de serre d'une collectivité sont liées aux services d'eau et d'assainissement.

Eaux pluviales : gérer à la source... / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 14-15

Inondations, crues, dégradations du milieu naturel, contaminations des réseaux d'eau potable... sont autant de conséquences destructrices auxquelles les collectivités sont parfois confrontées. Pourtant, malgré l'augmentation des surfaces imperméables et l'incapacité des réseaux unitaires à évacuer les excédents, la ressource en eau est précieuse. Aujourd'hui plus que jamais, la gestion des eaux pluviales est devenue un enjeu majeur pour la ville de demain.

Le tramway de Dijon s'arrose à l'eau brute / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 42-43

Pour l'arrosage des 10ha de plateformes engazonnées que compte le réseau de tramway de Dijon, pas une seule goutte d'eau potable n'est utilisée ! Le principe : des eaux brutes issues du drainage d'un parking sont récupérées puis stockées dans deux réservoirs jusque-là inexploités afin d'alimenter un système d'arrosage automatique. Un fonctionnement ingénieux qui n'a pas fini de faire parler de lui...

Les égouts de Paris bientôt en 3D / Bleard Guy

GEOMETRE, n° 2112, 03/2014, p. 17

Disposer d'une restitution 3D de l'ensemble du réseau d'assainissement de la ville : tel est l'objectif ambitieux que s'est fixé la mairie de Paris.

Assainissement : les stations d'épuration protectrices de l'environnement / KLAAS BLANDINE

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 450, 03/2014, p. 43-53

Le traitement des eaux usées domestiques, avant leur rejet dans le milieu naturel, est fondamental pour préserver la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Les travaux de mise en conformité avec les exigences de la directive "eaux résiduaires urbaines" ont permis des gains notables qualité des cours d'eau.

Une nouvelle SPL à Grenoble / REY BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 221, 03/2014, p. 8

La SPL 5(société publique locale) "Eau de Grenoble" remplace depuis le 1er janvier la régie des eaux de Grenoble qui assurait la production et la distribution de l'eau des Grenoblois.

Véolia prend le contrôle de l'eau du Grand Lyon / REY BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 221, 03/2014, p. 12

Véolia remporte le contrat de production et distribution d'eau potable pour l'ensemble du Grand Lyon.

Vers une tarification sociale de l'eau / REY BRAHMI PAULINE

HYDROPLUS, n° 221, 03/2014, p. 18

Les services d'eau et d'assainissement vont désormais pouvoir s'inscrire dans l'expérimentation permise par la loi Brottes. Elle leur offre un vrai panel d'outils pour favoriser l'accès à l'eau. Voir aussi : "Synthèse du colloque "Accès de l'eau pour tous" organisé par le Cercle français de l'eau. <http://docs.cerclefrancaisdeleau.fr/Acc%C3%A8s%20%C3%A0%20l%27eau%20pour%20tous.pdf>

Données sur l'eau : le SIE en quête de lisibilité / DELMOLINO ALEXANDRA

HYDROPLUS, n° 221, 03/2014, p. 20-27

Partenariat ambitieux rassemblant les acteurs de l'eau autour de l'Onema, le système d'information sur l'eau (SIE) gère des millions de données diffusées sur le site Eaufrance. Déjà indispensable aux professionnels, celui-ci doit désormais se mettre à la portée du grand public.

Eau et assainissement : quand l'intelligence vient aux réseaux / DELMOLINO ALEXANDRA

HYDROPLUS, n° 221, 03/2014, p. 28- 32

Dans les réseaux d'eau et d'assainissement déjà équipés de système de surveillance et de pilotage en temps réel, le smart a fait son entrée par le télérelevé des compteurs d'eau des abonnées.

Infiltration des eaux pluviales : une technique à intégrer dans la ville / DELMOLINO ALEXANDRA

HYDROPLUS, n° 221, 03/2014, p. 36-37

Alternative au tout tuyau, l'infiltration des eaux pluviales passe par la mise en œuvre d'ouvrages plurifonctionnels, noues, bassins végétalisés, qui redessinent l'espace public.

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Le Grau-du-Roi (Gard) - Après le dragage du port, le sable récupéré sera recyclé localement / LAHIDELY MYRIEM

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2212, 10/03/2014, p. 32

Le plus grand port de plaisance d'Europe teste un procédé inédit de dragage des chenaux. Cette écotechnologie doit permettre de réutiliser sur place 95 % des sédiments extraits, non pollués.

Les départements veulent développer une ingénierie territoriale dédiée au littoral

Lagazettedescommunes.com, 04/03/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/223580/les-departements-veulent-developper-une-ingenierie-territoriale-dediee-au-littoral/>

L'association des départements de France (ADF) mène depuis avril 2013 une mission consacrée à la mer et au littoral. Un rapport intermédiaire a été présenté le 18 février dernier. Parmi les premières pistes évoquées, le développement d'une ingénierie territoriale et d'une stratégie d'aménagement propres aux enjeux littoraux.

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature et paysage urbain

La cité verte se fait argument électoral / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 879, 26/03/2014, p. 6

L'interprofession des métiers du végétal et du paysage interpelle élus et candidats.

Angers, capitale du vert / FAYOLLE PASCAL

LIEN HORTICOLE, n° 878, 19/03/2014, p. 7

Selon un travail commandé par l'Unep, Angers est la ville de France qui fait la part la plus belle au végétal, devant les agglomérations de Nantes et de Limoges. Elle est aussi celle qui investit le plus d'argent...

Dix ans d'effort pour une trame verte et bleue / LESQUEL EMMANUELLE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2213, 17/03/2014, p. 40-41

Doucement mais sûrement. Depuis plus de dix ans, la communauté urbaine d'Arras travaille sur plusieurs fronts pour mailler son territoire d'une trame verte et bleue. Objectif : favoriser la biodiversité et regagner un peu d'espaces naturels sur un territoire qui en manque cruellement. Petit à petit, le travail porte ses fruits.

Écoquartier : comment aller au fond des choses ? / GUERRAZ Thierry

Maires de France, n° 311, 03/2014, p. 56-57

La démarche d'écoquartier prend en compte la qualité du bâti, la gestion de l'eau, la mixité sociale, le transport et, plus globalement, l'urbanisme.

Dix ans d'effort pour une trame verte et bleue / LESQUEL EMMANUELLE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2213, 17/03/2014, p. 40-41

Doucement mais sûrement. Depuis plus de dix ans, la communauté urbaine d'Arras travaille sur plusieurs fronts pour mailler son territoire d'une trame verte et bleue. Objectif : favoriser la biodiversité et regagner un peu d'espaces naturels sur un territoire qui en manque cruellement. Petit à petit, le travail porte ses fruits.

Le palmarès des villes durables / BARTHELEMY SIMON

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 55, 03/2014, p. 16-20

Vertes, innovantes, solidaires. Avant les municipales, "Terra eco" a classé pour vous les 30 plus grandes villes de France. Et la médaille d'or est... bretonne.

<http://www.terraeco.net/a53774.html>

Une coulée verte tournée sur la baie de Saint-Brieuc / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 38-39

Lauréat du Grand prix national du paysage 2012, le Grand pré, un parc urbain de 12ha situé à Langueux, dans les Côtes-d'Armor, s'inscrit dans une coulée verte s'étirant du centre urbain jusqu'aux grèves de la baie de Saint-Brieuc. Une transition douce entre cœur de ville et nature qui préserve le cadre maritime local. Imaginée par Laure Planchais, cette réalisation intègre, en partie, une pinède qui commence à sortir de terre...

A Valence : un pôle d'activités qui se confond avec le paysage / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 44-45

A une dizaine de kilomètres au Nord-Est de Valence, les abords de la gare TGV ont été aménagés pour accueillir le pôle d'activités de Rovaltain. Dans l'esprit méridional caractéristique de l'arrière-pays drômois, l'aménagement du paysage fait ici la part belle au développement durable et à l'intégration de l'Homme et de ses activités dans un écosystème aux nombreuses particularités. Connectée à d'importantes infrastructures de transport, et conçue en harmonie avec son environnement, la ZAC de Rovaltain est une référence en matière de compréhension et d'appréhension de l'espace.

Paris. Une "prairie urbaine" sur le toit des Halles / BURIE ERIC

PAYSAGE ACTUALITES, n° 367, 03/2014, p. 24-25

Frappées par la limite d'âge, les halles font peau neuve. La première tranche des jardins réalisée sur la dalle du célèbre Forum vient d'être livrée au public. Découverte...

4.2 Environnement

Le fleurissement reste une opportunité à saisir ! / FAYOLLE PASCAL

LIEN HORTICOLE, n° 879, 26/03/2014, p. 10-11

La fourniture de végétaux à destination des villes fleuries est une réorientation qui ne fait pour l'instant l'objet d'aucun regret...

BRF : trois lettres qui progressent dans le paysage / CLAVEIROLE CECILE

LIEN HORTICOLE, n° 879, 26/03/2014, p. 12-13

Bois raméal fragmenté : l'expression ne disait pas grand-chose aux professionnels du paysage il y a trois ans. Mais la technique évolue rapidement, comme en témoignent la parution d'un livre et l'ouverture d'un site internet dédié. L'occasion de rappeler en quoi consiste ce procédé...

Qualité de l'air : après la gestion de crise, quelles suites donner ? / GARRIGUES ARNAUD, THEROND HUGO

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2214, 24/03/2014, p. 12

L'épisode sévère de pollution de l'air est venu rappeler au gouvernement l'importance de ce dossier.

Une opération "zéro pesticide" menée à bien depuis cinq ans / RAUX AUDE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2214, 24/03/2014, p. 30

<http://archives.lagazettedescommunes.com/23932028/une-ew-operation-ew-ew-zero-ew-ew-pesticide-ew-ew-menee-ew-a-ew-bien-ew-ew-depuis-ew-ew-cinq-ew-ew-ans-ew>

Depuis 2008, la commune de Lardy n'utilise plus aucun produit chimique pour entretenir ses espaces verts et sa voirie. Conséquence : les alternatives non polluantes fleurissent.

En Alsace, « zéro phyto » rime avec protection de l'eau / DELMOLINO ALEXANDRA

LAGAZETTE.FR, 18/03/2014

<http://www.lagazettedescommunes.com/223629/en-alsace-zero-phyto-rime-avec-protection-de-leau/print>

A l'approche de la semaine nationale sans pesticides qui se tiendra du 20 au 30 mars prochain, direction l'Alsace où l'événement est coordonné de manière originale par trois collectivités en charge de la distribution de l'eau potable.

Milieux aquatiques : les normes de qualité environnementale : de leur construction à leur mise en œuvre / LE FUR Solène

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 2014.03, 14/03/2014, p. 12-14

Des normes de qualité environnementale sont associées à chaque substance identifiée comme prioritaire par la directive cadre européenne sur l'eau et les directives modifiant cette liste dont la directive 2013/39/UE d'août 2013. Ces valeurs clés requièrent une attention particulière de la part des gestionnaires des milieux aquatiques.

Treize nouvelles communes de l'Hexagone labellisées / FAYOLLE PASCAL

LIEN HORTICOLE, n° 877, 12/03/2014, p. 6

11% des communes françaises sont labellisées.

Biodiversité - Apprendre à compenser l'impact d'un aménagement / DE LACOUR GENEVIEVE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2211, 03/03/2014, p. 26-28

Pourquoi ? La doctrine ERC « éviter, réduire, compenser » vise à diminuer l'impact d'un aménagement sur la biodiversité. Elle a été définie dans la loi de 1976 sur la protection de la nature. Pour qui ? Services de l'Etat, collectivités locales, entreprises et associations sont concernés en tant que maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, autorité environnementale ou services instructeurs. Comment ? En cas d'impact significatif sur la faune, la flore, les habitats, les fonctionnalités écologiques, les porteurs de projet doivent le compenser « en nature » en réalisant des actions de conservation.

- la doctrine ERC - "Eviter, Réduire, Compenser" - oblige les porteurs de projet à s'interroger sur l'impact de leur aménagement.

- expérience : Chambéry métropole (Savoie) : des zones humides restaurées. L'agglomération prend en charge l'animation foncière et la restauration des zones humides.

Biodiversité : Naturparif pose son diagnostic / TUBIANA FABIAN

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1725, 03/2014, p. 18

Naturparif vient de publier deux études sur l'état de la nature en Ile-de-France. Un quart des espèces régionales est menacé ou a disparu.

Le végétal et le Paysage entrent en campagne ! / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 8-9

Faire appel aux professionnels du paysage et du végétal permet aux collectivités de garantir la pérennité des aménagements ainsi que leur intégration dans leur environnement.

Villes et villages fleuris. Plus de 4000 communes labellisées / BURIE ERIC

PAYSAGE ACTUALITES, n° 367, 03/2014, p. 6

Les critères d'attribution, à l'origine dédiés à la qualité esthétique du fleurissement, ont progressivement laissé une place prépondérante à la manière d'aménager et de gérer les espaces paysagers pour valoriser la qualité de vie des résidents et des visiteurs.

Angers, 1ère ville verte de France / BURIE ERIC

PAYSAGE ACTUALITES, n° 367, 03/2014, p. 14-15

L'Unep vient de communiquer les résultats d'une étude, "Les villes les plus vertes de France", qu'elle a réalisée entre juin et novembre 2013 auprès des cinquante plus grandes villes de France, d'après le recensement Insee 2013, afin de définir le palmarès des plus "vertueuses" d'entre elle...

Une gestion durable des espaces verts / HADDAD YAEL

PAYSAGE ACTUALITES, n° 367, 03/2014, p. 18-20

Malgré l'extrême densité de son urbanisation, le département s'attache à préserver la qualité de vie de ses administrés. Une approche qui passe par une administration attentive de ses parcs, de ses espaces naturels et de son patrimoine arboricole.

Produits phytosanitaires en ZNA. Une fin programmée ? / BURIE ERIC

PAYSAGE ACTUALITES, n° 367, 03/2014, p. 40

La loi sur les phytosanitaires et les ZNA vient d'être ratifiée et ne prendra effet qu'en... 2020.

Pesticides : certificat obligatoire / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, n° 311, 03/2014, p. 58

Les collectivités doivent veiller à ce que leurs agents disposent de leur "certiphyto territorial" avant le 1er octobre 2014.

Une campagne pour inciter les collectivités à passer au "0 phyto 100% bio" / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 27/02/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250266713705>

Natureparif, l'agence régionale d'Ile-de-France pour la nature et la biodiversité, et quatre associations (Agir pour l'environnement, Bio Consom'acteurs, collectif citoyen les Engraineurs, Générations futures) ont lancé ce 27 février la campagne "0 phyto 100% bio !" pour interpeler élus et candidats aux élections municipales sur la question de la réduction de l'usage des pesticides et sur la promotion de l'agriculture biologique. "Malgré les obligations légales, l'agriculture biologique représente toujours moins de 4% de la surface agricole utile et à peine 3% des repas servis en restauration collective publique. Quant à l'usage des pesticides, il stagne malgré le plan Ecophyto et les annonces du gouvernement", soulignent les promoteurs de la campagne. Ils entendent donc faire connaître au niveau national les communes les plus avancées sur ces questions et les encourager dans leur démarche en faisant appel à la participation des citoyens.

4.3 Déchets et propreté

Passer à la gestion raisonnée des déchets verts / HADDAD YAEL

TECHNI.CITES, n° 266, 23/03/2014, p. 22-23

Dans le cadre d'une démarche de gestion environnementale et durable des collectivités territoriales, la question de la rationalisation des déchets constitue un axe de travail important. Parmi eux, les "déchets verts" représentent une catégorie facilement valorisable.

L'uniformisation de la couleur des bacs est-elle vraiment une priorité? / NEDEY FABIENNE

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 12-13

Plébiscitée lors du Grenelle de l'environnement, inscrite dans la feuille de route à l'issue de la Conférence environnementale 2013, l'harmonisation des couleurs de bacs de tri apparaît comme une mesure de bon sens. Mais l'est-elle vraiment ?

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-feuille-de-route-pour-la,37571.html>

Saint-Etienne : les vide-ordures se mettent au tri / DESCAMPS OLIVIER

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 34

Il y a un an, la résidence stéphanoise du Clos Martin s'équipait de vidoirs de tri pour les déchets d'emballage. Les résultats sont au rendez-vous et l'expérience semble facilement reproductible.

Collecte des DEEE : panne de secteur / NEDEY FABIENNE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1725, 03/2014, p. 22-26

Après avoir connu un démarrage rapide, la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques traverse une période difficile. Elle doit trouver des leviers à actionner pour doper ses performances.

Déchets d'emballages ménagers. Le ministère augmente les soutiens aux collectivités

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR, 03/03/2014

<http://www.environnement-magazine.fr/presse/environnement/actualites/4469/>

Pour les aider à faire face à « l'augmentation des coûts techniques » liés au recyclage de ces déchets, le ministère vient d'acter une révision à la hausse des coûts de référence. Et donc une augmentation des financements apportés aux collectivités, soit 23 millions en plus par an.

Les combustibles solides de récupération / DELORNE GUY

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 04/50, 03/2014, 4 p.

La filière des combustibles solides de récupération pour la gestion des déchets ménagers se développe. Si elle présente des atouts sur les plans énergétique, économique et environnemental, sa fiabilité passe par un contrôle de leur qualité.

5. Transversal Services Techniques Territoriaux

Réforme des catégories B et C : du nouveau pour les emplois techniques / GAYDRE FREDERIC

TECHNI.CITES, n° 265, 08/03/2014, p. 52-53

Une nouvelle grille indiciaire est applicable à partir du 1er février 2014 pour les agents relevant de la catégorie C en général et ceux appartenant à la filière technique en particulier. Cette révision des grilles intervient suite à la publication de plusieurs décrets le 29 janvier dernier. Ces modifications touchent également mais de façon plus marginale le déroulement de carrière en catégorie B. Par ailleurs, des voix s'élèvent pour demander une plus grande cohérence dans l'architecture statutaire et la fonction publique, notamment dans la filière technique.

Urbain/Rural : les services techniques à deux vitesses / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 26

En Poitou-Charentes, le programme Terre Saine vise à promouvoir la gestion durable et écologique des espaces verts, à former les agents des services techniques aux techniques alternatives et à informer le grand public des actions menées par les collectivités. Toutefois, la construction rurale du territoire et les disparités entre les profils des agents rendent difficile la mise en place rapide d'une politique commune. En appui aux services techniques, la communauté de communes du Thouarsais dispense des conseils sur mesure, et veille à l'évolution des pratiques.

Chambéry : impliquer élus et agents dans une démarche commune / ROIZARD ERICK

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 152, 03/2014, p. 32-33

A Chambéry comme partout, la diminution des budgets alloués à l'entretien des espaces verts a conduit à une remise en question des modalités d'intervention. Créatifs et moteurs du changement, les agents du service Parcs et Jardins ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des pratiques. Dans l'air du temps, ils ont appris à créer des structures à partir d'éléments recyclés, et à repenser certains espaces en fonction de leurs usages. Désormais, des solutions autrefois écartées deviennent monnaie courante et les possibilités paraissent plus nombreuses !

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé